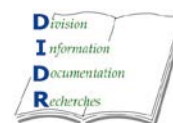


RDC



13 février 2018



Situation sécuritaire dans la province du Haut-Katanga de janvier à décembre 2017

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière.

Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Résumé : au cours de l'année 2017, peu d'incidents sécuritaires ont été répertoriés dans cinq des six territoires de la province du Haut-Katanga. En revanche, de nombreux affrontements et exactions sont survenus dans le territoire de Pweto. A Lubumbashi, diverses sources déplorent un regain des actes criminels et délinquants qui accroissent le sentiment d'insécurité dans certains quartiers de la ville.

Abstract: in 2017, few security incidents have been reported in five of the six territories composing the Haut-Katanga Province. Nevertheless, many clashes and exactions occurred in the "Territoire de Pweto". In Lubumbashi, various sources underline an increase of criminal acts that deepened the feeling of insecurity in certain neighborhood.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Table des matières

1. Présentation générale : découpage administratif et populations présentes dans les six territoires du Haut-Katanga	4
1.1. Territoire de Kipushi	4
1.2. Territoire de Sakania	4
1.3. Territoire de Kambove	5
1.4. Territoire de Kasenga	5
1.5. Territoire de Mitwaba	5
1.6. Territoire de Pweto	6
2. Situation sécuritaire dans les territoires de Kipushi, Sakania, Kambove, Kasenga et Mitwaba	7
2.1. Situation sécuritaire dans le territoire de Kipushi.....	7
2.2. Situation sécuritaire dans le territoire de Sakania.....	7
2.3. Situation sécuritaire dans le territoire de Kambove.....	8
2.4. Situation sécuritaire dans le territoire de Kasenga.....	8
2.5. Situation sécuritaire dans le territoire de Mitwaba	9
3. Situation sécuritaire dans le territoire de Pweto	10
3.1. Principaux facteurs des violences dans le territoire de Pweto	10
3.1.1. Conflits intercommunautaires et « discriminations ethniques ».....	10
3.1.2. Conflits de pouvoir coutumier.....	11
3.1.3. Conflits fonciers.....	11
3.1.4. Groupes d'autodéfense, milices armées et FARDC.....	12
3.1.5. Une instrumentalisation politique du conflit ?	13
3.1.6. Le débordement de la crise du Tanganyika.....	14
3.2. Exactions et affrontements survenus en 2017	15
3.3. Déplacements de population	17
3.3.1. Déplacés internes en provenance du Tanganyika.....	17
3.3.2. Réfugiés congolais en Zambie	17
3.3.3. Retour de populations déplacées.....	18
4. Criminalité et délinquance à Lubumbashi	19
5. Gédéon et ses miliciens	21
Bibliographie.....	25

1. Présentation générale : découpage administratif et populations présentes dans les six territoires du Haut-Katanga

Le Haut-Katanga constitue une province de la RDC depuis le démembrement en 2015 de l'ancienne province du Katanga. Située au Sud-est du pays, à la frontière zambienne, cette province se compose de six territoires : Kambove, Kasenga, Kipushi, Mitwaba, Pweto, Sakania.

1.1. Territoire de Kipushi¹

« Outre l'antenne de Kipushi (ex cité de Kipushi), le territoire de Kipushi s'étend sur deux chefferies et un secteur : les chefferies de Kaponda, Kinama et le secteur de Bukanda ».²

Les quatre principales ethnies présentes dans le territoire sont :

- les **Lamba**, présents dans le secteur de Bukanda et la chefferie Kaponda.
- les **Aushi**, présents dans la chefferie Kinama.
- les **Kaonde**, présents dans la chefferie Kaponda.
- les **Bemba**, présents dans le secteur Bukanda.³

« L'antenne de Kipushi (ex cité de Kipushi) est habitée par plusieurs tribus autochtones, ainsi que d'autres tribus de la RDC installées dans la région suite à l'exploitation minière. Kipushi étant un territoire cosmopolite, plusieurs langues y sont parlées suite à la présence de personnes de différentes tribus et/ou nationalités. Le **swahili** constitue la langue majoritaire. Il est parlé par presque tous les habitants du territoire ».⁴

1.2. Territoire de Sakania⁵

« Le territoire de Sakania partage ses limites administratives de la manière suivante :
- au Nord : par la rivière Musoshi, frontière naturelle qui sépare du territoire de Kipushi
- au Sud : par les Provinces centrales du Nord de la Zambie (frontière conventionnelle)
- à l'Est : par la rivière Luapula, frontière naturelle avec la Zambie
- à l'Ouest: par la province de Copperbelt, frontière conventionnelle avec la Zambie »⁶.

Les trois principales ethnies (toutes d'origine lunda) présentes dans le territoire sont :

- les **Balamba**.
- les **Baushi**.
- les **Balala**.⁷

« Les principales langues parlées dans ce territoire sont : le **bemba**, le **lamba** et le **swahili**. Le bemba est une langue vernaculaire parlée par la majorité de la population et dans tous milieux. Le lamba est surtout parlé dans les groupements suivants : Katala, Kombo, Kipilingu, Selenge et une partie à Sakania. Enfin, le swahili reste dominant dans les grandes agglomérations (Kasumbalesa, Mokambo, Sakania) »⁸.

¹ Superficie : 12 059 km² ; Population : 376 447 habitants (Source : CAID).

² Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Kipushi - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Superficie : 21 777 km² ; Population : 510 834 habitants (Source : CAID).

⁶ Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Sakania - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

1.3. Territoire de Kambove ⁹

Le territoire de Kambove comprend une chefferie, deux secteurs et une cité :

- la chefferie de Basanga, répartie en deux groupements (Mpande et Mukumbi)
- le secteur de Lufira, réparti en neuf groupements (Kisunka, Katanga, Kyembe, Lukoshi, Mulandi, Mpuyo, Muabesa, Ngalu et Tenke)
- le secteur Sources du fleuve Congo, réparti en trois groupements (Kikuyu, Mubambe, shamalenge)
- la cité de Kambove, répartie en quatre quartiers (Kampemba, Kiwewe, Mikuba, et Mitumba).¹⁰

Les trois principales ethnies présentes dans le territoire de Kambove sont :

- les **Sanga**, présents dans la chefferie des Basanga,
- les **Lamba**, présents dans le secteur de la Lufira
- les **Kaonde**, présents dans les secteurs de la Lufira et de Sources du fleuve Congo.¹¹

« Les langues parlées dans le territoire de Kambove sont **le swahili, le onde, le sanga, et le lamba**. Le swahili est parlé dans l'ensemble du territoire. On parle le sanga dans la chefferie de Basanga (située dans le Nord du territoire), le onde dans les secteurs de la Lufira et de Sources du fleuve Congo, et le lamba dans le secteur de la Lufira ». ¹²

1.4. Territoire de Kasenga ¹³

« Le territoire de Kasenga est subdivisé en quatre secteurs :

- le secteur Bakunda,
- le secteur Kafira,
- le secteur Kisamamba,
- le secteur Luapula.

Avec 382 villages, le territoire est composé de 18 groupements. La commune rurale de Kasenga est le chef-lieu du territoire ». ¹⁴

Les deux principales ethnies présentes dans ce territoire sont les **Bemba** et les **Sanga**.

« Au total, sept tribus sont répertoriées comme autochtones : Bemba, Sanga, Yeke, Lamba, Lomotwa, Zela, Luba ». ¹⁵

« Les langues parlées dans ce territoire sont : le bemba, le swahili, le sanga, le yeke, le lamba, le lomotwa, le zela, le luba. **Le bemba est la langue dominante sur toute l'étendue du territoire. Il est suivi du swahili** qui est la principale langue permettant les échanges entre les personnes de langues et de cultures différentes. Le sanga se parle à l'Ouest du territoire. Les autres langues viennent de l'intersection entre deux langues dominantes ou proviennent de la migration des tribus venues d'autres territoires ». ¹⁶

1.5. Territoire de Mitwaba ¹⁷

« Le territoire de Mitwaba est subdivisé en 4 entités administratives décentralisées dont la commune rurale de Mitwaba répartie en 3 quartiers, la chefferie Kyona-Ngoy répartie

⁹ Superficie : 21 178 km ; Population : 524 219 habitants (Source : CAID).

¹⁰ Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Kambove - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ Superficie : 21 178 km ; Population : 524 219 habitants (Source : CAID).

¹⁴ Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Kasenga - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ Superficie : 21 178 km ; Population : 524 219 habitants (Source : CAID).

en 4 groupements, le secteur de Balomotwa réparti en 5 groupements et le secteur de Banweshi réparti en 5 groupements ».¹⁸

Les trois principales tribus peuplant le territoire de Mitwaba sont : les **Zela**, les **Lomotwa**, les **Nweshi**. Il existe aussi des tribus venant d'autres territoires et provinces notamment : les Tabwa, les Luba du Katanga, les Sanga, les Bemba, les Shi, les Luba du Kasai, et les Kambelembele.¹⁹

« Les principales langues parlées dans ce territoire sont le **swahili**, le **kiluba** et le **kisanga**. Le swahili est parlé presque partout dans le territoire de Mitwaba. Le kiluba est parlé dans la chefferie Kyona-Ngoy et dans la commune rurale de Mitwaba. Le kisanga est parlé dans les deux secteurs du territoire de Mitwaba (le secteur de Banweshi et le secteur de Balomotwa) ».²⁰

1.6. Territoire de Pweto ²¹

Le territoire de Pweto comprend la cité de Pweto, le secteur Moëro, et trois chefferies, dont M'pweto, Mwenge et Kyona Nzini.²²

« Plusieurs ethnies sont présentes dans le territoire de Pweto, notamment : les **Bashila**, les **Babwile**, les **Bazela** et les **Bakunda**. D'autres tribus venues de différents territoires et provinces sont aussi présentes : Batabwa, Baluba, Bashi, Bafuliru, Bangubangu, Babuyu, etc. ».²³

« Les principales langues parlées dans ce territoire sont : le **kibemba**, le **kiswahili** et le **kizela**. Dans ce territoire, le kibemba est la langue vernaculaire parlée par la majorité de la population. Le kiswahili est une langue parlée par une grande partie des peuples autochtones et surtout non autochtones, il unit donc tous les groupes dans le territoire. Le kizela est parlée par une minorité. Le kishila, le kitabwa, le kiluba et le mashi y sont aussi parlés, mais de façon secondaire ».²⁴

¹⁸ Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Mitwaba - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ *Ibid.*

²¹ Superficie : 21 178 km ; Population : 524 219 habitants (Source : CAID).

²² Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Pweto - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

2. Situation sécuritaire dans les territoires de Kipushi, Sakania, Kambove, Kasenga et Mitwaba

En 2017, le territoire de Pweto a connu un grand nombre de violences et d'affrontements armés ayant entraîné une grave crise humanitaire et d'importants déplacements de population (*infra*).

Pour sa part, la ville de Lubumbashi a enregistré divers incidents laissant à penser que la criminalité et la délinquance constituent des préoccupations majeures pour les communautés vivant dans différents secteurs de la ville (*infra*).

Les sources consultées mentionnent peu d'incidents sécuritaires dans les cinq autres territoires qui composent la province du Haut-Katanga, mais font néanmoins apparaître les faits suivants.

2.1. Situation sécuritaire dans le territoire de Kipushi

Selon la CAID : « *La situation sécuritaire est globalement calme* » dans le territoire de Kipushi.²⁵

En mai 2017, Radio Okapi rapporte les faits suivants : « *Une centaine d'habitants de cinq villages de la chefferie Kaponda à Kipushi ont manifesté le 11 mai 2017 devant le palais de justice de Lubumbashi pour protester contre « la spoliation de leurs villages » par certaines autorités locales. Reçus par le Procureur général du Haut-Katanga, les manifestants ont accusé « les autorités municipales et coutumières de Kipushi » d'avoir vendu leurs villages et champs à « des tiers » en complicité avec le service de cadastre du territoire. Le ministre provincial de l'Intérieur qui les a reçus par la suite leur a promis de faire parvenir leurs revendications au gouverneur intérimaire du Haut-Katanga* ». ²⁶

2.2. Situation sécuritaire dans le territoire de Sakania

Selon la CAID : « *La situation du territoire de Sakania est calme. Cependant, il sied à souligner que la chasse illicite est pratiquée dans les groupements de Kipilingu, Selenge, et Mufumbi opérées par les chasseurs zambiens en détention des armes perfectionnées et pratiquent ainsi sans contrôle le braconnage dans les coins inaccessibles faisant frontières avec la Zambie. Le service de l'environnement Ter/Sakania par manque des éléments de garde-chasse ne parvient pas à couvrir lesdits groupements ciblés comme étant signaler ci-haut* ». ²⁷

En septembre 2016, Radio Okapi rapporte que « **des heurts ont opposé des policiers et des habitants de Kasumbalesa qui protestaient contre l'insécurité croissante dans leur cité** ». Selon l'un d'entre eux, « *la population est fatiguée de vivre dans l'insécurité. Chaque jour, on retrouve des corps sans vie* ». Les manifestants ont scandé « *des slogans hostiles aux autorités locales. Ils ont saccagé les bureaux de la police, de la Société nationale d'électricité (SNEL) et du service de commerce extérieur situés dans le même bâtiment. Le bureau de la police des mines a également été incendié. Des pneus ont été brûlés, des véhicules endommagés. La route qui mène vers Lubumbashi a été barricadée. La police a tenté en vain de disperser les manifestants. Les échauffourées ont ensuite éclaté entre les deux camps. Des témoins font état de plusieurs morts. Aucune source officielle n'a encore confirmé ce bilan* ». ²⁸

²⁵ CAID, *Territoire de Kipushi - Fiche du territoire, op.cit.*

²⁶ Radio Okapi, « Kipushi: des villageois se disent victimes de spoliation de leurs terres », 12/05/2017.

²⁷ CAID, *Territoire de Sakania - Fiche du territoire, op.cit.*

²⁸ Radio Okapi, « Une manifestation contre l'insécurité dégénère à Kasumbalesa, plusieurs morts », 09/09/2016.

En janvier 2018, Radio Okapi rapporte les faits suivants : « *Les chauffeurs des centaines de camions en provenance d'Afrique australe, qui refusaient de traverser la frontière [congolaise] à Kasumbalesa²⁹, ont finalement repris du service samedi 13 janvier 2018, après quatre jours d'arrêt de travail. Ils exprimaient ainsi leur ras-le-bol au sujet de l'insécurité dont ils se disent victimes sur le territoire congolais. Le gouverneur de la province du Haut-Katanga a promis de mettre à la disposition de la police des véhicules pour **assurer l'escorte des camions sur l'axe Kasumbalesa-Lubumbashi** »³⁰.*

2.3. Situation sécuritaire dans le territoire de Kambove

Selon la CAID : « *Le territoire de Kambove est relativement calme. Toutefois, il serait important de renforcer la sécurité au niveau de la frontière qu'il partage avec la Zambie au niveau du secteur de la source du fleuve Congo. L'augmentation de l'effectif des policiers dans le chef-lieu et la dotation des moyens de locomotion s'avèrent aussi très importantes* ». ³¹

Radio Okapi indique que **des affrontements ont éclaté le 4 avril 2017 à Kapolowe entre la population et les militaires** en poste dans cette localité. Ces échauffourées auraient fait cinq morts, dont trois civils et deux militaires, et des dégâts matériels.³²

Dans un article paru le 5 avril 2017, Radio Okapi avance les faits suivants pour expliquer la cause de ces violences : « *Des témoins renseignent que vers 20 heures de lundi dernier, un vendeur de charbon a croisé des militaires en poste qui gardent la ligne haute tension de la SNEL dans ce secteur. Les mêmes sources indiquent que **ces militaires ont voulu extorquer de l'argent à la victime. Face à sa résistance, ils l'ont tué à l'arme blanche**. D'autres sources affirment que la victime a été trouvée déjà morte sur la voie ferrée. Et ce sont les militaires qui ont amené le corps chez le chef de la localité. Le lendemain matin, la population s'est soulevée pour protester contre la mort de cette personne. Elle a barricadé la route Lubumbashi-Likasi. Les mêmes sources soulignent que **les militaires sont intervenus et ont tiré à balles réelles**. Un manifestant est mort sur place et un autre qui était blessé par balles a succombé quelques temps après dans un centre hospitalier. **En réaction, la population a lynché un capitaine, commandant de ce secteur et son garde du corps**. Pour le moment, les habitants de la localité de Kapolowe Gare ont trouvé refuge en brousse, craignant les représailles des militaires. Radio Okapi n'a pas réussi à joindre les autorités civils et militaires locales* ». ³³

Dans un autre article publié le 11 avril 2017, Radio Okapi souligne que ces violences sont « *consécutives à la découverte du corps d'un pasteur tué sur la voie ferrée* » et note que « *les habitants de Kapolowe dénoncent régulièrement des tracasseries des militaires de l'armée nationale dans la région* ». ³⁴

2.4. Situation sécuritaire dans le territoire de Kasenga

Selon la CAID : « *Depuis la reconquête des zones jadis occupées par la milice Mai-Mai Bakata Katanga³⁵ par les forces loyalistes, le calme est revenu sur l'ensemble du territoire, les déplacés internes ont regagné leurs villages et se livrent aux travaux champêtres sans une quelconque menace. Certains Mai-Mai en âge de scolarité ont repris*

²⁹ Située sur la route et le chemin de fer reliant Lubumbashi et Kitwe, Kasumbalesa est un poste frontière entre la RDC et la Zambie. Cette localité se trouve à environ 96 kilomètres de Lubumbashi.

³⁰ Radio Okapi, « Kasumbalesa : reprise du trafic pour les camionneurs d'Afrique australe », 16/01/2018.

³¹ CAID, *Territoire de Kambove - Fiche du territoire, op.cit.*

³² Radio Okapi, « RDC: 5 morts dans des heurts dans le Haut-Katanga », 05/04/2017.

³³ *Ibid.*

³⁴ Radio Okapi, « Haut-Katanga: la vie reprend timidement à Kapolowe après des échauffourées entre habitants et militaires », 11/04/2017.

³⁵ Appellation qui désigne les miliciens ayant servi sous le commandement du chef de guerre Gédéon (*infra*).

les chemins de l'école. Cependant, un renforcement de la présence des agents de sécurité et l'encadrement des anciens Mai-Mai dans le domaine de l'agriculture, la pêche, les métiers informels et l'éducation est nécessaire pour consolider cette paix ».³⁶

En janvier 2017, Radio Okapi indique que : « **Les habitants du groupement Ntondo dénoncent l'existence des barrières militaires dans les villages de Musungwe, Kawama, et Mandubwila. Selon eux, des hommes en uniforme exigent 1 000 FC (1.02 USD) à chaque passage à la barrière. Certaines personnes qui doivent se faire enrôler pour obtenir la carte d'électeur dans les centres de Kawama et Mandumbwila renoncent à s'y rendre faute d'argent à verser à ces barrières. De son côté, l'administrateur du territoire de Kasenga assure qu'il y a près d'un mois, lors d'une visite dans ce secteur, il avait demandé la suppression de ces barrières militaires** ».³⁷

2.5. Situation sécuritaire dans le territoire de Mitwaba

Le territoire de Mitwaba a longtemps été le théâtre de violences commises par des groupes armés, en particulier les miliciens de Gédéon (*infra*) et par certains éléments de l'armée régulière congolaise. Il faisait jadis partie de la zone surnommée le « **triangle de la mort** » katangais. A partir de 2002, Gédéon et ses miliciens y ont semé la terreur en commettant d'innombrables exactions contre des villageois.³⁸

Jusqu'en 2016, des exactions et affrontements récurrents ont persisté sur le territoire de Mitwaba. En octobre 2016, Gédéon a annoncé sa reddition. Tout au long de l'année 2017, nombre de ses miliciens ont ensuite déposé les armes.

Ces redditions massives ont eu pour conséquence une amélioration de la situation sécuritaire dans le territoire de Mitwaba. Ainsi, selon la CAID : « *Le territoire de Mitwaba est relativement calme depuis l'année 2015. Ce territoire constitue aujourd'hui un îlot de paix* ». Cette source mentionne toutefois la persistance de « **petites poches de résistance dans le parc national d'Upemba** ».³⁹

En 2017, les sources consultées ne font pas apparaître de graves incidents sécuritaires hormis l'épisode suivant, survenu en mars 2017 : « *En visite mardi 14 mars 2017 à Mitwaba, le président de l'assemblée provinciale du Haut-Katanga, Mwela Nsambi wa Kasongo, a dénoncé l'activisme des groupes Mai-Mai à proximité du parc Upemba. La dernière incursion de ces combattants dans la région a eu lieu la semaine dernière. Des sources sécuritaires renseignent que trois personnes ont été tuées lors des affrontements avec les forces de sécurité. Le président de l'assemblée provinciale du Haut-Katanga demande aux miliciens Mai-Mai de se rendre, expliquant qu'il n'y aura pas de développement à Mitwaba sans la sécurité* ».⁴⁰

³⁶ CAID, *Territoire de Kasenga - Fiche du territoire, op.cit.*

³⁷ Radio Okapi, « Kasenga: les habitants de trois villages dénoncent l'existence des barrières militaires », 17/01/2017.

³⁸ La Libre Afrique, « RDC : sanctions de l'ONU contre Gédéon et le général Mundos », 02/02/2018.

³⁹ CAID, *Territoire de Mitwaba - Fiche du territoire, op.cit.*

⁴⁰ Radio Okapi, « Mitwaba: des groupes Mai-Mai actifs à proximité du parc Upemba », 16/03/2017.

3. Situation sécuritaire dans le territoire de Pweto

Tout au long de l'année 2017, le territoire de Pweto a été le cadre de graves violences ayant provoqué « une dégradation alarmante de la situation humanitaire »⁴¹, notamment des déplacements massifs de population.

3.1. Principaux facteurs des violences dans le territoire de Pweto

Les violences en cours dans le territoire de Pweto sont imputables à différents facteurs. A cet égard, un bulletin d'information d'OCHA publié en octobre 2017 souligne que « les causes de l'insécurité dans le territoire de Pweto » sont :

- le **conflit intercommunautaire entre les Twa et les Zela**⁴².
- **des attaques de la milice bantou appelée « Eléments »**, en provenance du territoire de Moba (province du Tanganyika).
- les « **opérations de ratissage** » menées par les FARDC contre cette milice⁴³.

En décembre 2017, OCHA fait le constat suivant : « Alors qu'il s'agissait au départ d'un conflit à caractère intercommunautaire, **un changement de dynamique important s'est produit au deuxième semestre 2017**. La recrudescence des affrontements entre les Batwa et Bantou remonte au mois de juillet 2016, dans la zone de santé Nyunzu. Depuis lors, **l'influence de la présence des milices du Maniema et du Sud-Kivu sur l'évolution du conflit est devenue évidente**, entraînant une aggravation des conditions sécuritaires »⁴⁴.

Dans un rapport publié en novembre 2016 par l'ONG *Search for Common Ground*, les chercheurs congolais Léon Irengé et Solange Mulinganya évoquent les principales causes de violences dans le territoire de Pweto. Parmi celles-ci, figurent notamment : les conflits intercommunautaires et les violences « liées aux discriminations ethniques » ; les conflits de pouvoir coutumier ; les conflits fonciers.⁴⁵

3.1.1. Conflits intercommunautaires et « discriminations ethniques »

Selon les observateurs précités, « la détérioration de la cohésion sociale due aux différents affrontements qui ont opposé les Twa et les Bantou dans les territoires de Nyunzu et Moba [province du Tanganyika] se répercutent dans d'autres territoires voisins, comme celui de Pweto ».

Outre cet élément, « **il existe un conflit entre les Bazela et les Babemba dans le territoire de Pweto** qui contribue à la fragilisation du tissu social. Les Babemba, considérés comme les autochtones, sont accusés « d'égoïsme » et « de tribalisme ». Cette accusation se justifierait par le fait que pour décrocher un poste d'embauche, surtout dans la plupart des structures étatiques et minières, il faut être un membre de la communauté Babemba ou en mesure de bien parler le Bemba. Les Bazela reprochent

⁴¹ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Plan de réponse d'urgence 2017 – Tanganyika, Haut-Katanga, Haut-Lomami (RD Congo)*, décembre 2017.

⁴² Certaines sources consultées dans le cadre de cette recherche recourent au terme « pygmées » pour désigner les Twa (ou Batwa). Les Zela (ou Bazela) comptent parmi les nombreuses communautés bantou présentes dans la région. Les documents consultés évoquent plusieurs de ces communautés bantou : Zela (Bazela), Luba (Baluba), Bemba (Babemba).

⁴³ Radio Okapi, « Haut-Katanga : le conflit entre Twa et Zela est la cause de l'insécurité à Pweto (OCHA) », 27/10/2017 ; United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017*, 2017.

⁴⁴ OCHA, décembre 2017, *op.cit.*

⁴⁵ IRENGÉ Léon et MULINGANYA Solange, *Prévention et gestion des conflits au Nord Katanga*, Search for Common Ground, novembre 2016.

également aux Babemba d'occuper tous les postes stratégiques dans plusieurs structures du territoire de Pweto, [tandis que] les Babemba considèrent que les Bazela ne sont pas assez instruits et n'ont donc pas raison de revendiquer des postes à responsabilité. Cette situation amène à ce que les deux communautés n'arrivent pas à cohabiter ensemble ».

Selon Léon Irengé et Solange Mulinganya, « le fait que les membres d'une communauté se trouve empêchés d'accéder à des postes de responsabilité parce qu'elle est considérée moins instruite par rapport à l'autre pourra engendrer non seulement un climat de méfiance mais aussi des revendications répétitives de la part de la communauté non représentée. Cette situation pourrait être à la base de nouvelles violences »⁴⁶.

D'autre part, « s'agissant **des conflits qui opposent les communautés Bazela et Twa** [...], la moquerie et la discrimination des Bazela à l'endroit des Twa seraient principalement à la base des tensions existantes entre ces deux communautés. Par exemple, les résultats issus des groupes de discussion avec les Twas illustrent que ces derniers accusent les membres de la communauté Bazela de prendre en mariage les filles Twa tandis que les filles Bazela sont défendues d'être épousées par les Twa. **Les conséquences de ces conflits sont nombreuses.** Les tueries, les assassinats ciblés, les coups et blessures, la méfiance et la haine, les destructions, la discrimination dans l'accès au pouvoir et aux services ainsi que l'abandon de certains villages ont été évoquées par la plupart de personnes interrogées »⁴⁷.

3.1.2. Conflits de pouvoir coutumier

Selon Léon Irengé et Solange Mulinganya, « Le conflit de pouvoir coutumier surgit dans le territoire de Pweto d'une part lorsque les donneurs de pouvoir en matière coutumière n'ont pas respecté l'arbre généalogique des lignées coutumières pour introniser un nouveau chef, et d'autre part lorsque l'un des fils de la famille régnante se voit insatisfait du choix fait par les donneurs de pouvoir pour choisir un nouveau chef coutumier »⁴⁸.

Les acteurs de ces conflits sont divers : « Il s'agit entre autre des chefs coutumiers, donneurs de pouvoir, autorités étatiques, politiques et des leaders locaux. Les intérêts économiques et politiques sont évoqués par la majorité des personnes reçues dans les groupes de discussion et entretiens clés comme étant leur principale motivation. **Les tueries, les bagarres, la méfiance, les coups et blessures, les incendies de maison, la haine, la vengeance, les actes de sabotage ainsi que les assassinats ciblés ont été mentionnés par la plupart des personnes interrogées comme des conséquences directes découlant de ces conflits** ».⁴⁹

3.1.3. Conflits fonciers

Les pratiques foncières litigieuses dans le territoire de Pweto se manifestent sous deux formes :

- **les conflits liés aux limites de parcelles** : ceux-ci « sont souvent causés par les ventes illicites des parcelles par certaines autorités politico-administratives en collaboration avec certains agents des services cadastraux et d'urbanisme; le non-respect des normes cadastrales et d'urbanisme; la redistribution désordonnée des parcelles par des agents de service cadastral et immobilier; l'abus de pouvoir de certains agents commis à la gestion foncière ».⁵⁰
- **les conflits liés aux limites des groupements pour l'accès aux ressources** : ceux-ci « opposent d'une part les chefs coutumiers entre eux et d'autre part, les chefs

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Ibid.

coutumiers et ceux qui louent des terres. Ainsi, suite à la présence de ressources naturelles (les minerais) dans certains groupements, certains chefs coutumiers ainsi que certains locataires se disputent les limites de leurs entités. Plusieurs **conséquences néfastes** ont été illustrées par la plupart des participants aux groupes de discussion. Il s'agit notamment des coups et blessures, meurtres et assassinats ciblés, de la haine, la jalousie, du recours aux groupes d'autodéfense et d'autres actes violents »⁵¹.

Les acteurs de ces conflits « sont notamment les chefs coutumiers, les locataires terriens, les autorités politico-administratives, certains leaders politiques ainsi que certaines personnes influentes de l'entité ». Les conflits fonciers entre les chefs coutumiers et les locataires terriens donnent parfois lieu à des violences et à **des déplacements de populations** qui prennent fuite par peur des représailles et d'autres dégâts.⁵²

3.1.4. Groupes d'autodéfense, milices armées et FARDC

La présence de groupes d'autodéfense et de milices armées sur le territoire de Pweto constitue également un facteur majeur d'insécurité.

A cet égard, Léon Irengé et Solange Mulinganya mentionnent « **l'existence de groupes d'autodéfense créés par les différentes communautés** » auxquels certains leaders ont parfois recours « à des fins personnelles ». Ces observateurs soulignent en outre la survenue d'affrontements violents entre ces différents groupes d'autodéfense⁵³.

En décembre 2017, OCHA déplore que « des milices continuent à semer la terreur dans la zone et à commettre des exactions et de graves atteintes aux droits à la vie et à la propriété des populations locales. Les conditions sécuritaires restent encore précaires et très volatiles ».⁵⁴

Parmi ces milices armées figurent « **des éléments jadis fidèles au chef de guerre Gédéon** » (*infra*). Dans un rapport paru en octobre 2017, le Conseil de sécurité des Nations unies estime qu'ils « **sont en train de se mobiliser, depuis leurs bases de Mitwaba, Moba et Pweto, contre les forces de sécurité du gouvernement [...] et contre les Twa près de Moba, signe que la province est le théâtre d'une aggravation des conflits communautaires dans un contexte marqué par des enjeux de plus en plus complexes** »⁵⁵.

Selon diverses sources, **une milice bantou appelée « Eléments », originaire du territoire de Moba** (province du Tanganyika), se livre à des attaques et à des exactions dans le territoire de Pweto.⁵⁶

D'autres sources évoquent la présence dans le territoire de Pweto de **milices du Maniema et du Sud-Kivu**, à l'instar d'OCHA, qui estime en décembre 2017 que « l'influence de la présence des milices du Maniema et du Sud-Kivu sur l'évolution du conflit est devenue évidente, entraînant une aggravation des conditions sécuritaires »⁵⁷. Certaines sources indiquent également que des violences et exactions sont commises par les autorités provinciales et les FARDC.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ OCHA, décembre 2017, *op.cit.*

⁵⁵ Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 02/10/2017.

⁵⁶ Radio Okapi, 27/10/2017, *art.cit.* ; OCHA, *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017*, *op.cit.*

⁵⁷ OCHA, décembre 2017, *op.cit.*

Selon le Conseil de sécurité des Nations unies, « la situation humanitaire se détériore d'autant que les autorités provinciales font un recours accru à la force pour mettre un terme au conflit entre les Twa et les Luba ». ⁵⁸

Enfin, OCHA note que « les commandos, **unité de réaction rapide des FARDC**, sont accusés par la population civile d'être **responsables de plusieurs exactions** ». ⁵⁹

3.1.5. Une instrumentalisation politique du conflit ?

Plusieurs sources mettent en exergue une instrumentalisation politique du conflit prévalant actuellement dans le territoire de Pweto et dans la province du Tanganyika.

A cet égard, RFI cite les propos de Patrice Ilunga Mukana, présenté comme « le vice-président de la société civile de Pweto » : « *Les capturés* [des miliciens originaires du territoire de Manono (Tanganyika) arrivés en août 2017 à Pweto, puis capturés en septembre 2017 après avoir été impliqués dans des affrontements avec les FARDC] *ont déclaré tout haut qu'ils étaient organisés par certains politiciens qu'on a du mal à citer. Ils étaient organisés pour empêcher les élections au Congo. Il fallait qu'il y ait des troubles partout afin qu'on ne puisse pas organiser des élections comme c'était prévu dans l'accord du 31 décembre* ». ⁶⁰

En juin 2017, International Crisis Group (ICG) souligne que les quatre nouvelles provinces (Haut-Katanga, Tanganyika, Haut-Lomami, Lualaba) issues au démembrement de l'ancienne province du Katanga pâtissent des conflits entre **Joseph Kabila** et ses anciens alliés politiques, tels que **Moïse Katumbi**, ancien gouverneur du Katanga en exil, et **Gabriel Kyungu Wa Kumwanza**, président de l'Union Nationale des Fédéralistes du Congo (UNAFEC), un parti d'opposition. ⁶¹

Selon cette source, depuis 2016, les luttes d'influence entre ces responsables politiques apparaissent de plus en plus aiguës. Le risque de dégradation est d'autant plus grand que diverses personnalités politiques congolaises ont par le passé cherché à manipuler les foules violentes et les groupes armés à des fins personnelles, et que les FARDC ont recours à la force contre population civiles. Les tensions se sont accrues au début de l'année 2015 quand le pouvoir exécutif a décidé de démembrer le Katanga. Ce démembrement a donné lieu à d'âpres rivalités entre personnalités concurrentes et candidates aux postes de gouverneurs (ceux-ci étant désignés par les assemblées provinciales) des quatre provinces nouvellement créées. **Ces rivalités politiques ont eu des répercussions sur les relations intercommunautaires.** ⁶²

D'après ICG, **les tensions entre communautés autochtones et populations originaires du Kassaï ont débuté au Katanga dans les années 1990.** L'ancien gouverneur du Haut-Katanga, Jean-Claude Kazembe, soutenu par la majorité présidentielle, a tenté de « *diviser pour mieux régner* » en mettant de côté certaines ethnies (les Luba, les Rund, et les communautés originaires du Kassaï) réputées collaborer avec Moïse Katumbi. Cette dangereuse stratégie s'est retournée contre lui, étant donné que Jean-Claude Kazembe, accusé de mauvaise gestion, a été limogé en avril 2017 à la suite d'un vote de l'assemblée provinciale. Cette décision a ensuite été annulée par la cour constitutionnelle, mais son avenir dans la province semble néanmoins

⁵⁸ Conseil de sécurité des Nations unies, 02/10/2017, *op.cit.*

⁵⁹ OCHA, *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017*, *op.cit.*

⁶⁰ RFI, « Violences intercommunautaires en RDC: Pweto s'enfonce dans la crise », 20/11/2017.

⁶¹ The Independent, " The DRC: Dangerous battle for influence in the former Katanga ", 19/06/2017 [Publié par le journal Zimbabwe Independent, cet article est une actualisation du rapport suivant : International Crisis group (ICG), *Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland*, Report N°39/Africa, 03/08/2016].

⁶² *Ibid.*

compromis. Suite à ce limogeage, l'assemblée provinciale a élu Célestin Pande Kapopo, ancien ministre de l'Economie de la province, comme gouverneur par intérim. A l'inverse de son prédécesseur, Célestin Pande Kapopo a tenté de réduire les tensions avec les communautés autochtone et celles originaires du Kassaï. Cela signifie que la majorité présidentielle, qui contrôle l'assemblée provinciale, est consciente que la violence communautaire peut éroder le soutien populaire en faveur de Moïse Katumbi⁶³.

En outre, selon ICG, **l'insécurité prévalant dans la région du Kassaï pourrait s'étendre au Katanga**. Dans la province du Haut-Katanga, l'insécurité est croissante dans des villes telles que Likasi et Lubumbashi. En octobre 2016, la population de la province a appris avec stupeur la réhabilitation du chef de guerre Gédéon (*infra*) organisée par les autorités locales avec la bénédiction de Kinshasa. D'aucuns redoutent que les autorités demandent à Gédéon de remobiliser ses miliciens si la situation venait lui échapper au Haut-Katanga⁶⁴.

3.1.6. Le débordement de la crise du Tanganyika

« *Initialement lieu d'accueil des déplacés fuyant la violence dans la province voisine [du Tanganyika]* », le territoire de Pweto « *est devenu le théâtre de nouvelles tensions intercommunautaires et d'affrontements entre milices et forces armées, pendant le dernier trimestre 2017* »⁶⁵.

Dans un article paru en novembre 2017, RFI estime que « *la crise du Tanganyika déborde sur les provinces voisines. **Le conflit entre Twa (Pygmée) et Luba (Bantou) a fait des centaines de victimes, sans doute même des milliers** dans cette province depuis 2015. Dans le territoire voisin de Pweto, quelque 27 000 déplacés du Tanganyika ont été accueillis depuis près un an, mais aussi des milices, ce qui a complètement déstabilisé ce territoire en proie à des conflits intercommunautaires, mais aussi à des combats entre des miliciens et l'armée* ».⁶⁶

Depuis 2013, la province du Tanganyika est le cadre de tensions et de « **massacres entre Pygmées et Bantous de diverses ethnies, dont les Lubas**. Les premiers sont des chasseurs-cueilleurs semi-nomades, qui vivent dans les forêts. Les seconds sont sédentaires, vivent du commerce et utilisent les infrastructures publiques. **Les Pygmées s'estiment discriminés et chassés de leurs terres ancestrales par les Bantous**, groupe ethnique ultra majoritaire en RDC, dont font partie des Lubas. Les Pygmées les accusent, tout comme des entreprises étrangères, de contribuer à la déforestation, donc à la destruction de leur habitat traditionnel, en exploitant les nombreuses ressources naturelles du pays. Le déboisement est principalement dû à l'installation d'exploitations de bois, de concessions minières ou de parcelles agricoles dans ou autour des zones forestières. Les Pygmées demandent à recevoir une partie des bénéfices récoltés grâce à l'exploitation de leur habitat et veulent être représentés par des quotas dans les instances gouvernementales congolaises ».⁶⁷

En août 2017, le gouverneur de la province du Tanganyika a accusé les pygmées de chercher à se constituer en rébellion et d'avoir commis des atrocités sur les Bantou notamment dans les territoires de Moba et Manono : « *Ce sont des rébellions armées qui ont des stratégies militaires. Si les pygmées se constituent maintenant en rébellion, ils*

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ OCHA, décembre 2017, *op.cit.*

⁶⁶ RFI, 20/11/2017, art.cit.

⁶⁷ France24, « Au sud-est de la RDC, les tensions entre Pygmées et Lubas virent aux massacres », 18/01/2017.

*seront traités comme des rebelles [...] Et nous allons les rattraper. On ne joue pas avec l'Etat ! Ils répondront de leurs actes ».*⁶⁸

L'arrivée des déplacés des deux communautés en conflit (Twa et Bantou en provenance du Tanganyika) a fait « monter la tension dans l'une des trois chefferies du territoire de Pweto entre les Twas et les Zelas (Bantous) qui cohabitaient jusqu'ici pacifiquement. **Au mois de février 2017, ça a été l'explosion.** Difficile d'en comprendre l'origine, tant ces deux communautés s'accusent aujourd'hui de tout. Mais peu à peu, les violences ont touché tout le territoire, avec notamment au mois d'août 2017, l'arrivée de miliciens, et plus de simples déplacés. Des miliciens venus du territoire de Manono, dans le Tanganyika qui s'en prennent à l'armée congolaise ».⁶⁹

3.2. Exactions et affrontements survenus en 2017

Les sources consultées font apparaître de nombreuses exactions et affrontements dans le territoire de Pweto tout au long de l'année 2017.

En février 2017, les premières violences ont éclaté dans le Territoire de Pweto **entre les communautés Twa et Zela**. Plusieurs affrontements ont provoqué d'importants mouvements de population⁷⁰.

En juin 2017, « les incursions des milices du Sud-Kivu au nord du Territoire de Kalemie ont ajouté une nouvelle dynamique au conflit intercommunautaire. En septembre 2017, les tensions se sont étendues du Territoire de Moba vers Pweto, causant ainsi une nouvelle vague massive de déplacement ».⁷¹

Entre août et septembre 2017, des affrontements entre les milices des communautés Twa et Zela ont eu lieu dans les villages tels que Dubie et Mutabi, provoquant diverses exactions : « incendies des maisons, pillages de biens, viols et tueries et d'importants mouvements des personnes »⁷².

Le 5 septembre 2017, des miliciens mai-mai ont attaqué la Cité de Pweto, où des combats les ont opposés à la police nationale.⁷³ Selon Emmanuel Kayembe, responsable de la Direction générale des migrations (DGM) de Pweto, un capitaine de police a été démembré lors de ces événements : « Nous avons été surpris par un groupe de mai-mai qui a tué un capitaine de la police des frontières dans son bureau avant de le couper en morceaux ».⁷⁴

Depuis septembre 2017, une série d'incursions de la milice « Eléments » en provenance de Moba (Tanganyika) a eu lieu dans la cité de Pweto et ses environs. Des incidents ont notamment été enregistrés du **12 au 16 octobre 2017** suite aux affrontements survenus entre cette milice et les FARDC au village Kamakanga (situé à 7 kilomètres de la cité de Pweto). Suite à cette attaque, plusieurs villages (Kamakanga, Kapitolo, Kibowa et Kiswaili) se sont vidés de leurs populations.⁷⁵

⁶⁸ Radio Okapi, « Tanganyika: le gouverneur Richard Ngoy accuse les pygmées de se muer en rébellion », 10/08/2017.

⁶⁹ RFI, 20/11/2017, art.cit.

⁷⁰ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 2017 dans les provinces du Haut-Katanga, Lualaba et Haut-Lomami, 19/01/2018.

⁷¹ OCHA, décembre 2017, op.cit.

⁷² United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 30 novembre 2017, 2017.

⁷³ Actualité.cd, « Haut Katanga: Les miliciens tuent un officier de la Police à Pweto », 05/09/2017.

⁷⁴ Africanews.com, « RDC : un capitaine de la police tué par des rebelles », 05/09/2017.

⁷⁵ OCHA, République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017, op.cit.

Au cours du troisième trimestre 2017, OCHA déplore « **une détérioration** des conditions sécuritaires dans le Territoire de Pweto. En octobre 2017, les axes les plus affectés par cette détérioration étaient : Kalemie-Nyunzu, Nyunzu-Mbulula, Nyunzu-Kankwala et Pweto-Kalemie ». OCHA mentionne aussi « la présence de milices et **des opérations militaires en cours contre ces milices** » dans les zones de santé de Pweto et de Kilwa.⁷⁶

Des incursions ont été menées par des miliciens « *Eléments* » le **7 octobre 2017**, dans la cité de Pweto et dans ses environs. L'un des objectifs de ces attaques était de libérer des miliciens incarcérés dans la prison de Sante. Au total, **55 prisonniers**, dont deux femmes et huit mineurs, **se sont évadés de la prison**, et **près d'une dizaine des personnes ont été tuées** lors de ces attaques. Selon OCHA, « *Malgré le renforcement des effectifs militaires dans la cité de Pweto, la population civile continue à vivre dans la peur. Tous les villages situés autour de Pweto se sont vidés de leurs populations. Les unes se sont installées dans la cité de Pweto, d'autres ont traversé la frontière pour se réfugier en Zambie* ». ⁷⁷

Le 27 novembre 2017, « *plusieurs ménages ont fui leurs villages* » situés entre Pweto et Nkanke, à cause d'un affrontement survenu à Katobole (à une vingtaine de kilomètres de Pweto) entre des FARDC et une milice Twa. « **De nombreuses personnes auraient été tuées**, d'autres blessées. Sur cet axe, la plupart des villages étaient déjà, depuis le mois d'octobre, presque vides, à cause de la présence de la milice Twa. A Lukonzolwa, village situé à 65 kilomètres de la cité de Pweto, plus de 1 000 personnes déplacées sont arrivées le **19 novembre 2017**, fuyant un affrontement, à Mupundja, entre les milices des communautés Twa et Zela, sur l'axe Kyona-Mutabi-Mpongo ». ⁷⁸

Début novembre 2017, selon des ONG locales, « **une milice twa en quête de survie** s'est adonnée au pillage des biens et des champs des villageois, a incendié des maisons, blessé et tué une dizaine des villageois par flèches et par machettes dans des villages (Mwabou, Shikayimba et Shikatamba) situés à une trentaine de kilomètres de Pweto ». ⁷⁹

Fin novembre 2017, « la localité de Kakusa (à environ 20 kilomètres de Pweto) a été attaquée par une milice composée des personnes issues de la communauté Twa. Les assaillants munis de flèches et d'armes blanches se sont livrés au pillage des commerces et champs des habitants. Plusieurs villageois ont abandonné leurs maisons pour se réfugier en Zambie. L'administrateur de Pweto indique qu'une unité de l'armée dépêchée à Kakusa pour rétablir l'ordre a été prise pour cible par des miliciens. **Cinq militaires ont été blessés par flèches durant l'affrontement**. Les militaires sont parvenus à chasser les miliciens de Kakusa. Plusieurs sources évoquent des morts parmi les civils suite à ces combats, mais l'information n'est confirmée par aucune source officielle ». ⁸⁰

Le 16 janvier 2018, un homme a été tué à Kalubembe (village situé à 41 kilomètres de Pweto) « lors d'une attaque de miliciens Twa, qui s'en prennent aux passants de cette localité avec des flèches. Une femme a également été blessée. La première victime venait d'arriver au village Kalubembe pour des soins. Elle a reçu des flèches et a

⁷⁶ OCHA, décembre 2017, *op.cit.*

⁷⁷ OCHA, République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017, *op.cit.*

⁷⁸ OCHA, République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 30 novembre 2017, *op.cit.*

⁷⁹ Radio Okapi, « Insécurité au Haut Katanga : la CENI retire les kits électoraux du territoire de Pweto », 05/11/2017.

⁸⁰ Radio Okapi, « Pweto : retour au calme à Kakusa après une attaque d'hommes munis d'armes blanches », 29/11/2017.

succombé à l'hôpital. La seconde victime est une femme qui revenait du champ. Elle est touchée au dos et à la tête ».⁸¹

En février 2018, « le Grand chef Mpweto et son collègue du groupement de Kizabi sensibilisent les combattants mai-mai du territoire de Pweto à déposer les armes. Selon les initiateurs de cette sensibilisation, **l'objectif est d'instaurer un climat de cohabitation pacifique entre combattants mai-mai et communautés locales**. Pour le Grand chef Mpweto, cette proposition a été acceptée même si les combattants ont posé certaines conditions ». Ils demandent notamment au gouvernement provincial de « désenclaver le groupement Kizabi par la réhabilitation de l'axe Kizabi-Kosovo, de doter le groupement Kizabi d'engins agricoles pour permettre la relance des activités agricoles, et de faciliter la relance des activités de l'exploitation industrielle de la carrière de Kapulo ».⁸²

3.3. Déplacements de population

Tout au long de l'année 2017, de nombreux déplacés en provenance de la province du Tanganyika ont continué d'affluer dans le territoire de Pweto. Parallèlement, les violences survenues dans ce territoire ont poussé de nombreux habitants originaires de Pweto à se réfugier en Zambie.

3.3.1. Déplacés internes en provenance du Tanganyika

De décembre 2016 à mars 2017, près de **45 000** personnes ont fui les violences communautaires dans le Tanganyika pour se réfugier dans des localités des territoires de Malemba Nkulu, Mitwaba et Pweto.⁸³

De mai à juillet 2017, plus de **10 200** personnes déplacées internes sont arrivées sur le territoire de Pweto en provenance du Tanganyika.⁸⁴

Selon des statistiques publiées par OCHA en septembre 2017, plus de **57 900** personnes se sont déplacées entre janvier et septembre 2017, à l'intérieur du territoire de Pweto en raison des violences armées.⁸⁵

3.3.2. Réfugiés congolais en Zambie

D'octobre à novembre 2017, « environ **17 330 personnes** ont fui les violences dans le Territoire de Pweto et des milliers d'autres continuent à se réfugier en Zambie. Sur les 66 villages répartis sur les axes Mushima–Mwenge, Pweto–Kizabi et Pweto–Kipeto, la moitié est actuellement vide, à cause des attaques de la milice Twa, depuis mi-octobre et d'autres exactions commises par l'armée congolaise ».⁸⁶

Au 16 octobre 2017, le centre de transit de Nchelenge (Zambie) abritait environ **4 500 réfugiés congolais**. « Le Bureau du HCR en Zambie et les autorités zambiennes indiquent qu'entre 100 et 200 personnes, en moyenne journalière, arrivent à Nchelenge en provenance de Pweto. D'après les autorités zambiennes, c'est **le plus important afflux de réfugiés congolais en Zambie enregistré en un mois depuis 5 ans**.

⁸¹ Radio Okapi, « Haut-Katanga : un homme tué par des miliciens à Kalubembe », 18/01/2018.

⁸² Radio Okapi, « Haut-Katanga : les chefs coutumiers sensibilisent les miliciens à déposer les armes », 02/02/2018.

⁸³ OCHA, 19/01/2018, *op.cit.*

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 21 décembre 2017*, 2017

Parmi ces réfugiés se trouvent aussi des déplacés de la province du Sud-Kivu qui avaient fui, en 2014, les violences perpétrées par les Mayi Mayi Yakutumba ainsi que ceux du Tanganyika qui s'étaient installés à Pweto, entre janvier et août 2017, fuyant les violences interethniques entre les Luba et les Twa. L'insécurité et la crainte de nouvelles attaques sur l'axe Pweto - Kipeto poussent les populations, y compris les déplacés, à fuir leurs habitations pour se réfugier soit en Zambie soit dans d'autres villages lointains et d'accès difficile. Cette fragilité de la situation sécuritaire constitue un frein aux activités humanitaires en cours ».⁸⁷

Au centre de transit de Nchelenge, le nombre des réfugiés congolais est passé de 4 500 personnes mi-octobre 2017 à environ **8 240 réfugiés** le 28 novembre 2017⁸⁸.

Le HCR souligne « qu'environ 80% des réfugiés congolais en Zambie sont des femmes et des enfants chassés par l'extrême brutalité des milices ».⁸⁹

3.3.3. Retour de populations déplacées

Dans un article paru en novembre 2017, Radio Okapi évoque des retours de certains déplacés originaires de Pweto.

Ainsi, selon cette source, « Les habitants, qui avaient fui depuis trois mois les exactions perpétrés par la milice Twa, regagnent progressivement leurs villages situés aux environs du territoire de Pweto. Ce mouvement de retour est dû à l'installation d'une nouvelle unité de police dans les villages Mutabi, Lupwanzi et Makamba, a estimé dimanche **26 novembre 2017** l'administrateur de ce territoire, Célestin Ngombe. Le commissaire de la police nationale congolaise (PNC) du Haut-Katanga confirme qu'une nouvelle unité de police, en provenance de Lubumbashi, a été déployée dans la zone en remplacement de l'ancienne équipe, « pour protéger la population et ses biens ». Les ONG locales se félicitent aussi du retour progressif de la population et du climat relativement calme ».⁹⁰

Selon OCHA, « sur l'axe Kamakanga-Mutabi-Kampangwe (Chefferie de Kyona Nzini), les violences dues au conflit communautaire qui opposait, depuis février 2017, les communautés Twa au Zela, a baissé d'un cran depuis le mois de septembre 2017. Cette accalmie a favorisé **le retour de plus de 12 000 personnes** qui avaient fui, entre juillet et octobre 2017, dans leurs villages d'origine ».⁹¹

⁸⁷ OCHA, République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017, op.cit.

⁸⁸ OCHA, République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 30 novembre 2017, op.cit.

⁸⁹ Radio Okapi, « RDC : plus de 12.000 Congolais ont fui en Zambie (HCR) ? » 03/12/2017.

⁹⁰ Radio Okapi, « Retour progressif des déplacés de Pweto », 27/11/2017.

⁹¹ OCHA, République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 21 décembre 2017, op.cit.

4. Criminalité et délinquance à Lubumbashi

Selon la CAID, la ville de Lubumbashi (747 km² et 1 794 118 habitants) est divisée en sept communes dont une rurale: commune Annexe (rurale), Kamalondo, Kampemba, Katuba, Kenya, Lubumbashi et Ruashi. La ville est ceinturée par le territoire de Kipushi à tous les points cardinaux

D'après les sources consultées, la ville de Lubumbashi a connu, tout au long de l'année 2017, de nombreux actes criminels commis par des groupes de jeunes délinquants. La survenue récurrente de ces faits entraîne parmi la population de **certaines quartiers défavorisés de la ville**, un sentiment croissant d'insécurité.

A cet égard, un rapport publié par COGINTA⁹² en juillet 2016, souligne les faits suivants : « A Lubumbashi, **la présence de bandes de jeunes** est relativement circonscrite dans des zones qui correspondent à des quartiers sensibles, à dominante d'habitat auto-construit, où d'autres incivilités comme la vente et consommation de chanvre et d'alcool tendent également à se concentrer. A **Annexe**, les quartiers les plus touchés sont **Kisanga** et **Luwuwoshi** dans des zones également assez bien circonscrites. Le territoire des cellules de **Naviundu** et de **Kalebuka** est également investi par les bandes de jeunes. A **Kampemba**, les quartiers principaux où sévissent des bandes de jeunes sont les deux quartiers sensibles et auto-construits de **Bogonga** et **Kigoma**. A **Rwashi**, ces bandes de jeunes sont actives essentiellement dans le quartier de **Congo**, qui lui aussi cumule les problèmes, et le nord du quartier de **Kalukuluku** qui jouxte la mine ».

Selon cette source, « L'insécurité est l'une des préoccupations majeures des résidents de Lubumbashi. Dans la ceinture de Lubumbashi, qui absorbe une bonne partie de l'immigration rurale, l'emploi préoccupe les résidents plus qu'ailleurs. 23.3% des résidents de la commune d'Annexe placent ainsi l'emploi en tête des problèmes. A Kampemba et Rwashi, l'emploi est cité par 15.9% et 17.9% des résidents respectivement. **C'est à Kampemba que l'insécurité préoccupe le plus les résidents**. 25.9% des résidents de la commune se disent préoccupés en priorité par ce problème. Cette proportion est assez proche à Annexe (23.2%) et à Rwashi (21.3%). En règle générale, l'accès à l'eau et l'accès à l'électricité sont des problèmes récurrents dans les trois communes de Lubumbashi. L'électricité s'avère même la préoccupation la plus fréquemment citée à Annexe (24%) et l'accès à l'eau le plus fréquemment à Rwashi (23.8%) ».⁹³

En août 2016, le commissaire provincial de la de la Police du Haut-Katanga, Jean-Bosco Galenga, a dénoncé **le recrutement de mineurs** par des bandes criminelles à Lubumbashi et déclaré : « Dans la plupart des bandes de criminels que nous arrêtons, les mineurs sont utilisés pour repérer ou pour transporter des sacs dans lesquels il y a des armes parce qu'il y a un traitement [judiciaire] particulier des mineurs ».⁹⁴

En janvier 2017, suite au meurtre d'un habitant par des hommes armés, Jean-Bosco Galenga a lancé un appel aux habitants de **Matshipisha** pour les inciter à dénoncer les bandits armés. Selon lui, ce quartier est un « **des points chauds de Lubumbashi** » et subi une hausse des cas d'insécurité, essentiellement imputable à « **des jeunes désœuvrés chassés des carrières minières** et qui se concentrent de plus en plus à

⁹² COGINTA se définit comme une ONG indépendante et apolitique basée à Genève et « spécialisée dans les réformes policières, la gouvernance du secteur de la sécurité, la sécurité communautaire et la lutte contre la criminalité ».

⁹³ COGINTA, *Diagnostic local de sécurité 2016 Lubumbashi et Mbuji-Mayi*, juillet 2016.

⁹⁴ Radio Okapi, « Lubumbashi : des mineurs recrutés dans des bandes criminelles, dénonce la police », 18/08/2016.

Matshipisha ». ⁹⁵ Jean-Bosco Galenga a en outre annoncé une augmentation des effectifs policiers dans le quartier, et l'organisation de patrouilles nocturnes, qui jusque-là n'avaient lieu que dans la journée. ⁹⁶

Dans un communiqué diffusé le 7 juin 2017, l'ONG Groupe d'action non-violence évangélique (GANVE) affirme avoir recensé en une semaine deux assassinats et quatre vols armés à Lubumbashi. Selon GANVE, « *il ne se passe pas deux jours sans qu'on enregistre [à Lubumbashi] des cas d'attaques armées, des cas d'assassinats et d'extorsions, généralement enregistrés près des postes de la police nationale* » ⁹⁷.

Le 14 juin 2017, le gouvernement provincial du Haut-Katanga, a lancé à Lubumbashi **l'opération « Kibunu »** (« Coup de tête ») pour lutter contre l'insécurité causée par les bandits armés dans plusieurs quartiers de la ville ⁹⁸. Pour la réussite de cette opération, Célestin Pande Kapopo (gouverneur du Haut-Katanga) a « *demandé à tous motocyclistes qui font le taxi d'arrêter leur travail à partir de 19 h30. Ce sont ces motocyclistes qui sont les cibles des bandits ou par moment travaillent en complicité avec les malfrats, argumente-t-il. Le gouverneur demande aussi aux propriétaires des véhicules qui font le transport en commun de les peindre aux couleurs de la ville de Lubumbashi [rouge et blanc] et que chaque taxi soit enregistré à la mairie. Les véhicules sans plaques d'immatriculation et ceux qui ont des vitres teintées sont interdits de circulation. Le chef de l'exécutif provincial recommande à la population de collaborer avec la police pour dénoncer tous les bandits qui vivent dans la communauté* » ⁹⁹.

Le 13 juillet 2017, le commissariat de la police du Haut-Katanga et le commandement de l'armée dans la province ont présenté à la presse à Lubumbashi quatorze personnes accusées d'avoir commis des délits de banditisme dont des vols à main armée dans la ville ¹⁰⁰.

En octobre 2017, le ministre provincial de l'Intérieur a « *félicité les services de sécurité pour le travail abattu dans le cadre de l'opération Kibunu* » et « *affirmé qu'aucun cas d'assassinat n'a été enregistré durant un mois et une semaine* » ¹⁰¹.

Certaines sources indiquent que **le sentiment d'insécurité des populations vivant à Lubumbashi est aussi lié aux agissements de certains militaires et policiers.**

Ainsi, en juin 2017, le GANVE a accusé « **les militaires de rançonner la population à la traversée du pont Kasungami, dans la commune Annexe.** Dans un communiqué parvenu mercredi à Radio Okapi, le responsable de cette structure plaide pour le remplacement de ces militaires par des policiers. Selon lui, les passants sont sommés de déboursier 200 à 500 francs congolais (0,3 USD) pour traverser. Ceux qui ne s'exécutent pas subissent des sévices de divers ordres jusqu'à se voir trempé dans l'eau de la rivière comme le confirme le chargé du monitoring et des plaidoyers à GANVE, René Tumba. D'autres passants ont vu tout leur argent ravi, selon la même source. Les responsables de la 22^{ème} Région militaire disent ne pas être au courant de cette situation mais promettent de mener une enquête ». ¹⁰²

⁹⁵ Radio Okapi, « Lubumbashi: la police appelle les habitants de Matshipisha à dénoncer les criminels », 10/01/2017.

⁹⁶ Radio Okapi, « Lubumbashi: dispositif sécuritaire renforcé au quartier Matshipisha », 11/01/2017.

⁹⁷ Radio Okapi « L'ONG GANVE dénonce des assassinats et des vols armés à Lubumbashi », 09/06/2017.

⁹⁸ Radio Okapi, « Haut-Katanga: lancement de l'opération « Kibunu » pour traquer les bandits armés », 15/06/2017.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ Radio Okapi, « Lubumbashi : 14 bandits accusés de vol à main armée présentés par la police », 14/07/2017.

¹⁰¹ Acpcongo.com, « La situation sécuritaire de la province du haut-Katanga est calme », 26/10/17.

¹⁰² Radio Okapi, « Lubumbashi : les militaires accusés de rançonner la population à la commune Annexe », 02/06/2017.

5. Gédéon et ses miliciens

Gédéon Kyungu Mutanda, alias Gédéon, était à la tête d'un groupe de miliciens mai-mai¹⁰³ pendant la deuxième guerre du Congo (1998-2003), mais il a refusé de rendre les armes à l'issue de celle-ci¹⁰⁴. Entre 2004 et 2006, Gédéon et ses miliciens ont semé la terreur et commis **d'innombrables exactions** (cannibalisme, viols collectifs, massacres des populations, esclavage humain, pillages, vols et incendie des villages)¹⁰⁵ dans le « **triangle de la mort** » (zone comprise entre Mitwaba, Manono, et Kabalo)¹⁰⁶.

En mai 2006, Gédéon s'est rendu à l'ONU avec 200 hommes (dont des enfants-soldats), puis a été remis à la justice militaire congolaise.¹⁰⁷ **Condamné à mort en mars 2009** (peine ensuite commuée en prison à vie) pour « **crimes de guerre, crimes contre l'humanité, mouvement insurrectionnel et terrorisme** », Gédéon a été incarcéré dans une prison de haute sécurité de la Kasapa (Lubumbashi) dont **il s'est évadé en septembre 2011**, en compagnie de 900 codétenus, « à la faveur d'une attaque menée avec des moyens militaires très importants »¹⁰⁸ et « sans que les militaires de deux camps voisins ne réagissent »¹⁰⁹.

Début 2012, Gédéon et ses hommes ont repris leurs violences dans le « **triangle de la mort** ».¹¹⁰

Selon la Commission Justice et Paix de Lubumbashi, John Numbi¹¹¹ a nommé Gédéon **responsable de la sécurité pour la région de Mulongo** (Haut-Lomami)¹¹².

D'après le journaliste congolais en exil Freddy Mulongo, après son évasion, Gédéon a « **érigé sa forteresse au mont Kibawa, sur les hauteurs de Moba. Il avait une antenne parabolique qui lui permettait de suivre toutes les chaînes de télévision du monde, des mitraillettes automatiques d'assaut pimpant-neuves, des munitions, des mortiers, des obus en grand nombre** ». Il disposait aussi « **d'un équipement de transmission radio de type militaire émettant sur la fréquence des FARDC** ».¹¹³

En août 2014, l'armée indique avoir pris le contrôle du quartier général de Gédéon (situé à Kibawa, sur les hauteurs de Moba) à l'issue de violents affrontements, mais Gédéon est parvenu à s'échapper.¹¹⁴ En août 2015, **il a annoncé la création d'un parti politique**, le Mouvement des indépendantistes révolutionnaires africains (**MIRA**).¹¹⁵

Le **11 octobre 2016**, Gédéon, avec environ 108 de ses ex-miliciens¹¹⁶, est sorti de la clandestinité pour « **déposer les armes** ». Affublé d'un tee-shirt à l'effigie de Joseph

¹⁰³ Selon diverses sources, les miliciens de Gédéon constituaient un groupe rebelle sécessionniste, favorable à l'indépendance du Katanga, appelé "**Bakata Katanga**".

¹⁰⁴ Radio Okapi, « L'IRDH demande l'emprisonnement du chef de guerre Mutanga Gédéon », 12/10/2016.

¹⁰⁵ MULONGO Freddy, « RDC: Gédéon Kyungu Mutanga, seigneur de guerre célébré en héros par le régime d'imposture d'Alias Joseph Kabila ! », Radio Réveil FM International, 11/10/2016

¹⁰⁶ Radio Okapi, 12/10/2016, art.cit.

¹⁰⁷ La Libre Afrique, « RDC : les familles dénoncent les fausses listes de détenus politiques libérés », 24/10/2017.

¹⁰⁸ Radio Okapi, « RDC: HRW appelle à l'incarcération du chef de guerre katangais Gédéon », 15/10/2016.

¹⁰⁹ La Libre Afrique, 02/02/2018, art.cit.

¹¹⁰ La Libre Afrique, 24/10/2017, art.cit.

¹¹¹ John Numbi Tambo Banza est un ancien général de l'armée congolaise qui a été inspecteur général de la Police nationale congolaise entre 2007 et 2010. Il a été démis de ses fonctions après avoir été accusé d'avoir fait assassiner le défenseur des droits de l'homme Floribert Chebeya et son assistant Fidèle Bazana.

¹¹² La Libre Afrique, 24/10/2017, art.cit.

¹¹³ MULONGO Freddy, 11/10/2016, art.cit.

¹¹⁴ Radio Okapi, « Katanga : l'armée prend le contrôle du quartier général du chef milicien Gédéon », 19/08/2014

¹¹⁵ La Libre Afrique, 02/02/2018, art.cit.

¹¹⁶ Radio Okapi, « Désarmement: 15 ex-miliciens de « Gédéon » transférés à la base militaire de Kamina », 20/04/2017.

Kabila, il est arrivé à bord d'une jeep de l'armée. Il a été accueilli par des danses et des chants festifs interprétés par une fanfare lors d'une cérémonie organisée par Jean-Claude Kazembe, alors gouverneur du Haut-Katanga¹¹⁷, devant des centaines de policiers et militaires et des dizaines de badauds à proximité de l'assemblée provinciale.¹¹⁸

Ce jour-là, il a notamment déclaré en kiluba : « *J'avais reçu des armes en 1998 (pendant la deuxième guerre du Congo, de 1998 à 2003) de feu Mzee Laurent Désiré Kabila (le père de l'actuel président congolais Joseph Kabila assassiné en 2001) pour barrer la route aux ennemis rwandais [...] Aujourd'hui, répondant à l'appel du président Joseph Kabila (exhortant les groupes armés à se rendre), je suis venu déposer les armes [...] Nous voulons la paix. Je n'ai peur de personne, ni de la justice de mon pays* ». **Gédéon a ensuite signé son adhésion au PPRD** (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie, fondé par Joseph Kabila)¹¹⁹ puis a quitté les lieux à bord de la voiture du gouverneur¹²⁰.

A cette occasion, le général Philémon Yav, chef de la 22^{ème} région militaire, a déclaré « *Les négociations pour aboutir à ce résultat (la reddition de Gédéon) ont duré plus d'une année* » et appelé les groupes armés encore actifs dans l'Est du pays à « *suivre ce bon exemple* ». Interrogé sur le statut de Gédéon, l'officier a déclaré qu'il était « *sous la surveillance de l'armée* », mais « **ni détenu, ni en résidence surveillée** ». ¹²¹

La « *réhabilitation* » de Gédéon, organisée par les autorités provinciales avec l'aval de Kinshasa, a suscité de vives inquiétudes parmi les populations du Haut-Katanga. Celles-ci redoutent que cette « *réhabilitation* » ne constitue **un préalable à une éventuelle remobilisation des miliciens de Gédéon**, à la demande des autorités congolaises, si le Haut-Katanga venait à échapper au contrôle de Kinshasa. ¹²²

Des organisations de défense des droits de l'Homme ont vivement protesté contre l'accueil réservé à Gédéon par les autorités civiles et militaires de la province du Haut-Katanga à l'occasion de sa reddition en octobre 2016¹²³.

L'Institut de recherche pour les droits humains (IRDH) a recommandé aux autorités congolaises d'emprisonner Gédéon afin qu'il purge sa peine. Selon Me Hubert Tshiswaka, le directeur de l'IRDH, la loi d'amnistie ne peut être appliquée en sa faveur : « *Quand on parle de l'amnistie au niveau national, on exclut toujours les crimes imprescriptibles c'est-à-dire, les crimes contre l'humanité, les crimes de guerre, et de génocide. Dans le cas de Gédéon, il a été reconnu coupable des crimes contre l'humanité et pour ça, je pense que la loi d'amnistie ne peut pas s'appliquer* ». ¹²⁴

Human Rights Watch (HRW) a appelé les autorités de la RDC à incarcérer Gédéon : « *Les autorités devraient faire en sorte que Gédéon retourne en prison de préférence dans un établissement de haute sécurité situé en dehors du Katanga [...] et devraient également engager des procédures judiciaires relatives aux crimes présumés commis depuis l'évasion de Gédéon en 2011 [...] Procéder ainsi assurerait que la reddition d'un des chefs de guerre les plus violents de la RDC soit une occasion pour faire rendre des comptes aux auteurs d'exactions et apporter un minimum de justice aux victimes* » ¹²⁵.

¹¹⁷ La Libre Afrique, 02/02/2018, art.cit.

¹¹⁸ Voice of Africa (VOA), « Gédéon Kyungu, chef de la milice Bakata Katanga, s'est rendu en RDC », 11/10/2016.

¹¹⁹ MULONGO Freddy, 11/10/2016, art.cit.

¹²⁰ Voice of Africa (VOA), art.cit.

¹²¹ *Ibid.*

¹²² The Independent, 19/06/2017, art.cit.

¹²³ Radio Okapi, 15/10/2016, art.cit.

¹²⁴ Radio Okapi, 12/10/2016, art.cit.

¹²⁵ Radio Okapi, 15/10/2016, art.cit.

En **mai 2017**, l'Union européenne a adopté des sanctions à l'encontre de 9 responsables congolais, dont Gédéon.¹²⁶ En **février 2018**, le Comité des sanctions de l'ONU a ajouté Gédéon (en même temps que trois personnalités actives au Kivu) à la liste des individus représentant une « *menace pour la paix, la stabilité et la sécurité en RDC* »¹²⁷.

Depuis la reddition de Gédéon, certains de ses miliciens se rendent aux autorités par petits groupes¹²⁸.

Le **18 avril 2017**, 15 miliciens (ayant rendu les armes en même temps que Gédéon en octobre 2016) ont été transférés de Lubumbashi à la base à la base militaire de Kamina (Haut-Lomami). Cette opération « *s'inscrit dans le cadre du démarrage du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) de ces ex-combattants. Elle a été initiée par la MONUSCO en collaboration avec l'armée. Ces ex-miliciens ont promis de ne plus reprendre les armes [...] Une fois leur transfert achevé à la base militaire de Kamina, ils suivront une formation en éducation civique avant que chacun ne choisisse l'activité dans laquelle il veut se lancer, ont indiqué des sources militaires* »¹²⁹.

En **juillet 2017**, un chef milicien connu sous le nom de **Musalaba** s'est rendu aux autorités à Mitwaba. Cet ancien compagnon de Gédéon venait du secteur Kalera-Nkonga, au Nord-Ouest du territoire de Mitwaba, « *son dernier bastion* ». Selon des sources locales, Musalaba a compté parmi les premiers commandants maï-maï à rallier Gédéon après son évasion en 2011. Selon Radio Okapi, « *les deux hommes se seraient séparés en 2014. Comme chef milicien, il est accusé d'avoir organisé plusieurs incursions dans les villages et groupements de Mitwaba. Il s'est installé dans ce territoire après avoir vécu à Manono [province du Tanganyika]. Sa reddition fait suite aux négociations entamées avec les autorités locales* ». Après sa reddition, Musalaba s'est rendu **au site de cantonnement de Kisele** (à l'entrée de la cité de Mitwaba) où « **près de 400 combattants de Gédéon attendent d'être ramenés à Lubumbashi** »¹³⁰.

Le **6 août 2017**, 28 ex-combattants maï-maï ayant rendu les armes aux autorités dans la localité de Kyubo (territoire de Mitwaba) sont arrivés à Lubumbashi. Parmi eux se trouve un certain **Kibweja**, « *un ancien lieutenant de Gédéon accusé de plusieurs exactions dans ce territoire. Plus de 300 anciens maï-maï sont déjà arrivés à Lubumbashi en provenance de Mitwaba, depuis le début de l'opération il y a près de deux mois, a rappelé le ministre provincial de l'Intérieur, Delphin Kasongo Kibale, invitant les autres miliciens encore en brousse à se rendre* »¹³¹.

En **octobre 2017**, le ministre de la Justice a ordonné la libération de **79 détenus au titre de la « décrispation »** exigée par l'Accord de la Saint-Sylvestre. Le comité des familles de détenus politiques a qualifié ce geste de « *fausse annonce* », étant donné que **ces 79 individus « sont des affiliés du rebelle sanguinaire Gédéon, devenu membre de la majorité présidentielle »** qui ne figurent pas sur « *la liste officielle des « politiques » à libérer, remise par la société civile et l'opposition lors des négociations pour l'Accord de la Saint-Sylvestre* ». Le comité a souligné que les hommes de Gédéon ne sont pas amnistiables car « *coupables de crimes contre l'humanité* ». Il a en outre rappelé qu'une « *fausse liste de prisonniers à libérer* » avait déjà été présentée « *par le ministère de la Justice en novembre 2016, dont la quasi-totalité était composée* ».

¹²⁶ La Libre Afrique, 24/10/2017, art.cit.

¹²⁷ La Libre Afrique, 02/02/2018, art.cit.

¹²⁸ Radio Okapi, « Haut-Katanga: un ancien compagnon de Kyungu Gédéon se rend aux autorités », 04/07/2017.

¹²⁹ Radio Okapi, « Désarmement: 15 ex-miliciens de « Gédéon » transférés à la base militaire de Kamina », 20/04/2017.

¹³⁰ Radio Okapi, 04/07/2017, art.cit.

¹³¹ Radio Okapi, « Lubumbashi: arrivée de 28 ex-combattants Maï-Maï », 08/08/2017.

d'individus déjà libres » et que « 81 détenus déjà amnistiés depuis 2014 [...] croupissent toujours en prison ». ¹³²

Selon diverses sources, dans la nuit du **21 au 22 mars 2017**, plusieurs centaines de miliciens de Gédéon auraient été transférés par avion de Lubumbashi à Kananga, dans le Kasai. **Officiellement démobilisés, ces miliciens seraient en réalité remobilisés par l'armée congolaise pour combattre au Kasai**, région en proie à une sanglante rébellion au nom du chef assassiné Kamwina Nsapu. ¹³³

Dans une dépêche paru le 24 mars 2017, l'ACP ¹³⁴ souligne que « **la dernière branche de la milice Kamwena Nsapu** » serait basée dans la commune de Nganza, où « quelques irréductibles refuseraient de répondre à l'appel de la paix du gouvernement lancé par le ministre de l'Intérieur ». Fin mars-début avril 2017, **des exactions auraient été commises à Nganza, où d'anciens miliciens de Gédéon auraient été « déployés pour y jouer le rôle de supplétifs aux éléments de l'armée et de la police »**. Dans un message publié le 30 mars 2017, l'ancien gouverneur du Kasai Occidental, Claudel André Lubaya, évoque un « *génocide en cours* » au Kasai. Selon lui, les forces armées ont opéré des perquisitions domiciliaires sans mandat « *dans une brutalité inouïe* » et des jeunes de 10 à 30 ans ont été raflés. Claudel André Lubaya a en outre fait état « *d'exécutions sommaires* » et « *de violences faites aux femmes* ». ¹³⁵

Les miliciens placés sous le commandement de Gédéon comptaient aussi en leur sein **des enfants-soldats**.

A cet égard, dans un article paru en janvier 2017, Radio Okapi souligne que : « *Plus de vingt enfants sortis du groupe armé Bakata Katanga demandent aux autorités politiques et militaires de la RDC de fournir plus d'effort pour mettre fin au recrutement des enfants dans les groupes armés. Au cours d'une matinée de plaidoyer organisée mercredi 18 janvier 2017 à Lubumbashi par le Groupe de travail technique conjoint sur les enfants et les conflits armés, leur délégué a indiqué que les enfants sont les premières victimes des conflits armés en RDC. Le Groupe de travail technique conjoint sur les enfants et les conflits armés est une structure nationale qui regroupe plusieurs services de l'Etat congolais et des partenaires du système des Nations Unies pour la protection des droits de l'enfant* ». ¹³⁶

¹³² La Libre Afrique, 24/10/2017, art.cit.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ L'Agence congolaise de presse (ACP) est une agence de presse du gouvernement de la RDC.

¹³⁵ VAC Radio, « ALERTE: Des miliciens Bakata Katanga signalés à Kananga », 03/04/2017.

¹³⁶ Radio Okapi, « Haut-Katanga: plaidoyer pour la fin de l'enrôlement des enfants dans les groupes armés », 19/01/2017.

Bibliographie

(Sites web consultés en février 2018)

Sources onusiennes

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *2017 dans les provinces du Haut-Katanga, Lualaba et Haut-Lomami*, 19/01/2018.

<https://medium.com/@OCHADRCongo/2017-dans-les-provinces-duhaut-katanga-lualaba-et-haut-lomami-186a01767179>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *Plan de réponse d'urgence 2017 – Tanganyika, Haut-Katanga, Haut-Lomami (RD Congo)*, décembre 2017.

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-tanganyika-haut-katanga-et-haut-lomami-plan-de-r-ponse>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 21 décembre 2017*, 2017

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/r-publique-d-mocratique-du-congo-haut-katanga-haut-lomami-et-21>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 30 novembre 2017*, 2017.

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/r-publique-d-mocratique-du-congo-haut-katanga-haut-lomami-et-20>

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), *République Démocratique du Congo – Haut-Katanga, Haut-Lomami et Lualaba : Note d'informations humanitaires du 26 octobre 2017*, 2017.

<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/r-publique-d-mocratique-du-congo-haut-katanga-haut-lomami-et-17>

Conseil de sécurité des Nations unies, *Rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo*, 02/10/2017.

<http://docplayer.fr/58554768-Conseil-de-securite-nations-unies-s-2017-824.html>

Organisations non gouvernementales

IRENGE Léon et MULINGANYA Solange, *Prévention et gestion des conflits au Nord Katanga*, Search for Common Ground, novembre 2016.

https://www.sfcg.org/wp-content/uploads/2017/03/Conflict-Scan5_Pweto_COD740_Nov2016.pdf

International Crisis Group (ICG), *Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland*, Report N° 39/Africa, 03/08/2016.

<http://www.refworld.org/docid/57a2da384.html>

COGINTA, *Diagnostic local de sécurité 2016 Lubumbashi et Mbuji-Mayi*, juillet 2016.

<https://issat.dcaf.ch/fre/Apprendre/La-bibliotheque-des-ressources/Recherches-et-documents-strategiques/Diagnostic-local-de-securite-2016-Lubumbashi-et-Mbuji-Mayi>

Sources institutionnelles congolaises

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Kipushi - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-haut-katanga/territoire-de-kipushi/?secteur=fiche>

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Sakania - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-haut-katanga/territoire-de-sakania/?secteur=fiche>

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Kambove - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-haut-katanga/territoire-de-kambove/?secteur=fiche>

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Kasenga - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-haut-katanga/territoire-de-kasenga/?secteur=fiche>

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Mitwaba - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-haut-katanga/territoire-de-mitwaba/?secteur=fiche>

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Territoire de Pweto - Fiche du territoire*, informations mises à jour le 31 mars 2017.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-province-administrative/province-de-haut-katanga/territoire-de-pweto/?secteur=fiche>

Cellule d'Analyses des Indicateurs de Développement (CAID), *Ville de Lubumbashi - Fiche d'identité de la ville*, informations mises à jour le 15 avril 2016.

<https://www.caid.cd/index.php/donnees-par-ville/ville-de-lubumbashi/?domaine=fiche>

Médias

Radio Okapi, « Haut-Katanga : les chefs coutumiers sensibilisent les miliciens à déposer les armes », 02/02/2018.

<https://www.radiookapi.net/2018/02/02/actualite/securite/haut-katanga-les-chefs-coutumiers-sensibilisent-les-miliciens-deposer>

La Libre Afrique, « RDC : sanctions de l'ONU contre Gédéon et le général Mundos », 02/02/2018.

<https://afrique.lalibre.be/14610/rdc-sanctions-de-lonu-contre-gedeon-et-le-general-mundos/>

Radio Okapi, « Haut-Katanga : un homme tué par des miliciens à Kalubembe », 18/01/2018.

<https://www.radiookapi.net/2018/01/18/actualite/en-bref/haut-katanga-un-homme-tue-par-des-miliciens-kalubembe>

Radio Okapi, « Kasumbalesa : reprise du trafic pour les camionneurs d'Afrique australe », 16/01/2018.

RDC : Situation sécuritaire dans la province du Haut-Katanga de janvier à décembre 2017

<https://www.radiookapi.net/2018/01/16/actualite/societe/kasumbalesa-reprise-du-traffic-pour-les-camionneurs-dafrique-australe>

Radio Okapi, « RDC : plus de 12.000 Congolais ont fui en Zambie (HCR) ? » 03/12/2017.
<https://www.radiookapi.net/2017/12/03/actualite/societe/rdc-plus-de-12000-congolais-ont-fui-en-zambie-hcr>

Radio Okapi, « Pweto : retour au calme à Kakusa après une attaque d'hommes munis d'armes blanches », 29/11/2017.
<https://www.radiookapi.net/2017/11/29/actualite/societe/pweto-retour-au-calme-kakusa-apres-une-attaque-dhommes-munis-darmes>

Radio Okapi, « Retour progressif des déplacés de Pweto », 27/11/2017.
<https://www.radiookapi.net/2017/11/27/actualite/en-bref/retour-progressif-des-deplaces-de-pweto>

RFI, « Violences intercommunautaires en RDC: Pweto s'enfonce dans la crise », 20/11/2017.
<http://www.rfi.fr/afrique/20171120-violences-intercommunautaires-rdc-pweto-s-enfonce-crise>

Radio Okapi, « Insécurité au Haut Katanga : la CENI retire les kits électoraux du territoire de Pweto », 05/11/2017.
<https://www.radiookapi.net/2017/11/05/actualite/securite/insecurite-au-haut-katanga-la-ceni-retire-les-kits-electoraux-du>

Radio Okapi, « Haut-Katanga : le conflit entre Twa et Zela est la cause de l'insécurité à Pweto (OCHA) », 27/10/2017
<https://www.radiookapi.net/2017/10/27/actualite/securite/haut-katanga-le-conflit-entre-twa-et-zela-est-la-cause-de-linsecurite>

Acpcongo.com, « La situation sécuritaire de la province du haut-Katanga est calme », 26/10/17.
<http://acpcongo.com/acp/situation-securitaire-de-province-haut-katanga-calme/>

La Libre Afrique, « RDC : les familles dénoncent les fausses listes de détenus politiques libérés », 24/10/2017.
<https://afrique.lalibre.be/10186/rdc-les-familles-denoncent-les-fausses-listes-de-detenus-politiques-liberes/>

Actualité.cd, « Haut Katanga: Les miliciens tuent un officier de la Police à Pweto », 05/09/2017.
<https://actualite.cd/2017/09/05/haut-katanga-les-miliciens-tuent-un-officier-de-la-police-a-pweto/>

Africanews.com, « RDC : un capitaine de la police tué par des rebelles », 05/09/2017.
<http://fr.africanews.com/2017/09/05/rdc-un-capitaine-de-la-police-tue-par-des-rebelles/>

Radio Okapi, « Tanganyika: le gouverneur Richard Ngoy accuse les pygmées de se muer en rébellion », 10/08/2017.
<https://www.radiookapi.net/2017/08/10/actualite/securite/tanganyika-le-gouverneur-richard-ngoy-accuse-les-pygmees-de-se-muer-en>

RDC : Situation sécuritaire dans la province du Haut-Katanga de janvier à décembre 2017

Radio Okapi, « Lubumbashi : 14 bandits accusés de vol à main armée présentés par la police », 14/07/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/07/14/actualite/societe/lubumbashi-14-bandits-accuses-de-vol-main-armee-presentes-par-la-police>

Radio Okapi, « Haut-Katanga: un ancien compagnon de Kyungu Gédéon se rend aux autorités », 04/07/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/07/04/actualite/securite/haut-katanga-un-ancien-compagnon-de-kyungu-gedeon-se-rend-aux>

The Independent, "The DRC: Dangerous battle for influence in the former Katanga", 19/06/2017

<https://www.theindependent.co.zw/2017/06/19/drc-dangerous-battle-influence-former-katanga>

Radio Okapi, « Haut-Katanga: lancement de l'opération « Kibunu » pour traquer les bandits armés », 15/06/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/06/15/actualite/securite/haut-katanga-lancement-de-loperation-kibunu-pour-traquer-les-bandits>

Radio Okapi « L'ONG GANVE dénonce des assassinats et des vols armés à Lubumbashi », 09/06/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/06/09/actualite/en-bref/long-ganve-denonce-des-assassinats-et-des-vols-armes-lubumbashi>

Radio Okapi, « Lubumbashi : les militaires accusés de rançonner la population à la commune Annexe », 02/06/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/06/02/actualite/en-bref/lubumbashi-les-militaires-accuses-de-ranconner-la-population-la-commune>

Radio Okapi, « Kipushi: des villageois se disent victimes de spoliation de leurs terres », 12/05/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/05/12/actualite/en-bref/kipushi-des-villageois-se-disent-victimes-de-spoliation-de-leurs-terres>

Radio Okapi, « Désarmement: 15 ex-miliciens de « Gédéon » transférés à la base militaire de Kamina », 20/04/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/04/20/actualite/societe/desarmement-15-ex-miliciens-de-gedeon-transferes-la-base-militaire-de>

Radio Okapi, « Haut-Katanga: la vie reprend timidement à Kapolowe après des échauffourées entre habitants et militaires », 11/04/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/04/11/actualite/en-bref/haut-katanga-la-vie-reprend-timidement-kapolowe-apres-des-echauffourees>

Radio Okapi, « RDC: 5 morts dans des heurts dans le Haut-Katanga », 05/04/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/04/05/actualite/societe/rdc-5-morts-dans-des-heurts-dans-le-haut-katanga>

VAC Radio, « ALERTE: Des miliciens Bakata Katanga signalés à Kananga », 03/04/2017.

<https://vacradio.com/alerte-des-miliciens-bakata-katanga-signalés-a-kananga/>

Radio Okapi, « Mitwaba: des groupes Mai-Mai actifs à proximité du parc Upemba », 16/03/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/03/16/actualite/en-bref/mitwaba-des-groupes-mai-mai-actifs-proximite-du-parc-upemba>

Radio Okapi, « Haut-Katanga: plaidoyer pour la fin de l'enrôlement des enfants dans les groupes armés », 19/01/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/01/19/actualite/en-bref/haut-katanga-plaidoyer-pour-la-fin-de-lenrolement-des-enfants-dans-les>

France24, « Au sud-est de la RDC, les tensions entre Pygmées et Lubas virent aux massacres », 18/01/2017.

<http://observers.france24.com/fr/20170118-sud-est-rdc-tensions-entre-pygmees-lubas-virent-massacres>

Radio Okapi, « Kasenga: les habitants de trois villages dénoncent l'existence des barrières militaires », 17/01/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/01/17/actualite/en-bref/kasenga-les-habitants-de-trois-villages-denoncent-l'existence-des>

Radio Okapi, « Lubumbashi: dispositif sécuritaire renforcé au quartier Matshipisha », 11/01/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/01/11/actualite/societe/lubumbashi-dispositif-securitaire-renforce-au-quartier-matshipisha>

Radio Okapi, « Lubumbashi: la police appelle les habitants de Matshipisha à dénoncer les criminels », 10/01/2017.

<https://www.radiookapi.net/2017/01/10/actualite/en-bref/lubumbashi-la-police-appelle-les-habitants-de-matshipisha-denoncer-les>

Radio Okapi, « RDC: HRW appelle à l'incarcération du chef de guerre katangais Gédéon », 15/10/2016.

<https://www.radiookapi.net/2016/10/15/actualite/securite/rdc-hrw-appelle-lincarceration-du-chef-de-guerre-katangais-gedeon#sthash.72yqdgno.dpuf>

Radio Okapi, « L'IRDH demande l'emprisonnement du chef de guerre Mutanga Gédéon », 12/10/2016.

<https://www.radiookapi.net/2016/10/12/actualite/societe/lirdh-demande-lemprisonnement-du-chef-de-guerre-mutanga-gedeon>

MULONGO Freddy, « RDC: Gédéon Kyungu Mutanga, seigneur de guerre célébré en héros par le régime d'imposture d'Alias Joseph Kabila ! », Radio Réveil FM International, 11/10/2016.

<https://blogs.mediapart.fr/freddy-mulongo/blog/121016/rdc-gedeon-kyungu-mutanga-seigneur-de-guerre-celebre-en-heros-par-le-regime-dalias>

Voice of Africa (VOA), « Gédéon Kyungu, chef de la milice Bakata Katanga, s'est rendu en RDC », 11/10/2016.

<https://www.voaafrique.com/a/rdc-le-chef-de-la-milice-bakata-katanga-s-est-rendu/3545820.html>

Radio Okapi, « Une manifestation contre l'insécurité dégénère à Kasumbalesa, plusieurs morts », 09/09/2016.

<https://www.radiookapi.net/2016/09/09/actualite/securite/une-manifestation-contre-linsecurite-degenere-kasumbalesa-plusieurs>

Radio Okapi, « Lubumbashi : des mineurs recrutés dans des bandes criminelles, dénonce la police », 18/08/2016.

<https://www.radiookapi.net/2016/08/18/actualite/securite/lubumbashi-des-mineurs-recrutes-dans-des-bandes-criminelles-denonce-la>

RDC : Situation sécuritaire dans la province du Haut-Katanga de janvier à décembre 2017

Radio Okapi, « Katanga : l'armée prend le contrôle du quartier général du chef milicien Gédéon », 19/08/2014

<https://www.radiookapi.net/actualite/2014/08/19/katanga-larmee-prend-le-controle-du-quartier-general-du-chef-milicien-gedeon/>